

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

N°0805561

Mme Corinne S

M. Sogno
Magistrat désigné

Mme Brill
Rapporteur public

Audience du 19 juin 2009
Lecture du 24 juin 2009

30-02-02-02-01

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Grenoble

Le magistrat désigné

Vu la requête, enregistrée le 5 décembre 2008, présentée par Mme Corinne S, demeurant 689 rue de la Boiteuse, Vézeronce-Curtin (38510) ; Mme S demande :

- l'annulation de l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2008 par lequel le recteur de l'académie de Grenoble l'a nommée en complément de service au collège « La Forêt » de Saint-Genix-sur-Guiers ;
 - à la condamnation de l'Etat à lui verser une somme de 200 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;
-
-

Vu la décision attaquée ;

Vu le mémoire, enregistré le 3 juin 2009, présenté par Mme S, qui persiste dans ses conclusions en demandant en outre le versement d'une somme de 5.000 euros à titre de dommages-intérêts ;

.....

.....

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le décret n°50-581 du 25 mai 1950 portant règlement d'administration publique pour la fixation des maximums de service hebdomadaire du personnel enseignant des établissements d'enseignement du second degré ;

Vu le code de justice administrative ;

Après avoir au cours de l'audience publique du 19 juin 2009, présenté son rapport et entendu :

- les conclusions de Mme Bril, rapporteur public,
- et les observations de Mme S ;

Sur la légalité de l'arrêté du 1^{er} septembre 2008 :

Considérant qu'aux termes de l'article 3 du décret susvisé du 25 mai 1950 : « 1° Les fonctionnaires qui ne peuvent assurer leur maximum de service dans l'établissement auquel ils ont été nommés peuvent être appelés à le compléter dans un autre établissement public de la même ville.

Ils doivent le nombre d'heures prévu aux articles 1er et 4 du présent décret, quel que soit l'établissement où ils enseignent ; les heures supplémentaires qui pourraient être effectuées leur sont payées au tarif le plus avantageux. / Le maximum de service des fonctionnaires qui sont appelés pour assurer leur service complet à enseigner dans trois établissements différents est diminué d'une heure ; / 2° Les professeurs qui n'ont pas leur maximum de service dans l'enseignement de leur spécialité et qui ne peuvent pas le compléter dans un autre établissement d'enseignement public de la même ville peuvent être tenus, si les besoins du service l'exigent, à participer à un enseignement différent (...) » ; que ces dispositions n'autorisent pas l'affectation d'un professeur du second degré en complément de service en dehors de la ville où se situe son établissement de rattachement ; que, l'arrêté du 1^{er} septembre 2008, en affectant Mme S en complément de service à Saint-Genix-sur-Guiers alors qu'elle est en poste à Morestel est donc illégal et doit être annulé ;

Sur la demande de dommages-intérêts :

Considérant qu'aux termes de l'article R. 421-1 du code de justice administrative : « Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision (...) » ; que l'article R. 421-2 du même code dispose que « Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet » ;

Considérant que la demande indemnitaires de Mme S n'a été formulée que dans le mémoire enregistré le 3 juin 2009 ; que la requérante, à qui la production d'une demande préalable a été réclamée, n'a versé au dossier que le courrier transmis le 11 septembre 2008 au recteur, qui ne constitue qu'un recours gracieux formé contre la décision d'affectation du 1^{er} septembre 2008 et non une demande préalable d'indemnisation ; que, par suite, aucune décision n'est encore intervenue sur la demande indemnitaires de Mme S, qui doit donc être rejetée comme irrecevable ;

Sur les frais de procès :

Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de condamner L'Etat à verser à Mme S une somme de 150 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

D E C I D E :

- Article 1er : L'arrêté en date du 1^{er} septembre 2008 par lequel le recteur de l'académie de Grenoble a nommée Mme S en complément de service au collège « La Forêt » de Saint-Genix-sur-Guiers est annulé.
- Article 2 : L'Etat (ministère de l'éducation nationale) versera à Mme S une somme de 150 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
- Article 3 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.
- Article 4 : Le présent jugement sera notifié à Mme Corinne S et au ministre de l'éducation nationale.
Copie en sera adressée au recteur de l'académie de Grenoble.

Lu en audience publique le 24 juin 2009.

Le magistrat désigné,

La greffière,

C. Sogno

V. Barnier

La République mande et ordonne au ministre de l'éducation nationale en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.